

Communiqué de presse

Corruption dans le secteur public : publication de l'indice de perception de la corruption 2018

Lutte contre la corruption : la Suisse encore très loin du sans-faute

Berne, le 29 janvier 2019 – L'indice de perception de la corruption dans le secteur public publié aujourd'hui par Transparency International est resté inchangé pour la Suisse. Si notre pays fait partie des six premiers pays selon l'indice, partageant le troisième rang avec la Finlande, la Suède et Singapour, l'analyse détaillée montre toutefois qu'il est encore très loin du sans-faute. Par ailleurs, la Suisse affiche de graves lacunes dans des domaines-clés de la lutte anticorruption qui ne sont pas représentés dans l'indice, tels que le blanchiment d'argent, la protection des lanceurs-euses d'alerte ainsi que la corruption dans le secteur privé et le sport.

L'indice de perception de la corruption (Corruption Perceptions Index CPI) de Transparency International, l'organisation qui lutte contre la corruption dans le monde, a été calculé pour le secteur public dans 180 pays en 2018. Le classement est désormais mené par le Danemark, qui a devancé la Nouvelle-Zélande. Le Soudan du Sud, la Syrie et la Somalie ferment à nouveau la marche.

Voilà plusieurs années que la Suisse figure aux dix premières places du classement CPI avec la Nouvelle-Zélande, Singapour et les pays scandinaves. En 2018, tout comme en 2017, le pays a totalisé 85 points sur 100. Il conserve ainsi son troisième rang aux côtés de la Finlande, de la Suède et de Singapour et se maintient de ce fait parmi les six premières places, talonné par la Norvège et les Pays-Bas (placés septième et huitième).

Le CPI 2018 réaffirme un triste constat : aucun pays, et pas non plus la Suisse, ne peut s'enorgueillir d'un secteur public exempt de corruption. Même les États les mieux classés sont eux aussi encore loin d'être irréprochables. Sur certains aspects, la Suisse se situe en effet à plus de 20 % des notes maximales.

Le CPI indique la corruption du secteur public telle qu'elle est évaluée par des experts issus, notamment, du monde scientifique et économique. L'indice ne tient dès lors pas compte de la perception de la corruption par la population ni des problèmes de corruption rencontrés dans le secteur privé ou dans d'autres milieux.

Or, c'est précisément dans ces domaines que la Suisse affronte le plus de difficultés Martin Hilti, directeur de Transparency International Suisse, livre ses observations:

«Le bon classement occupé régulièrement par la Suisse au sein du CPI n'enlève rien à l'urgence des chantiers qu'il lui reste à traiter. Notre pays est très loin des notes maximales dans le domaine de la lutte anticorruption. Il présente en outre de graves carences en ce qui concerne, notamment, la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des lanceurs-euses d'alerte, mais aussi la lutte anticorruption dans le secteur privé et dans le sport.»

Le CPI 2018 étant tiré en grande partie de données issues de l'année 2017, il ne tient pas compte de l'actualité des douze derniers mois, qu'il s'agisse, en Suisse par exemple, de voyages controversés à l'étranger effectués par des magistrats, des notes de frais excessives ou de la levée de l'immunité de responsables politiques à des fins d'instruction pénale pour soupçons de corruption.

Le classement CPI 2018 et des informations complémentaires à ce sujet peuvent être consultés sur les sites www.transparency.org/cpi et www.transparency.ch.

Contact médias:

Martin Hilti, directeur

Transparency International Suisse

Tél.: +41 (0)31 382 35 50

Courriel : martin.hilti@transparency.ch

About the Transparency International Corruption Perceptions Index (CPI):

The CPI was established in 1995 as a global indicator to measure perceptions of corruption in the public sector in 180 countries around the world. It is a composite index, i.e. a combination of 7-13 (depending on region / country) indices, surveys and assessments of corruption, collected by independent institutions specialising in governance and business climate analysis. The CPI is the most widely used indicator of public-sector-corruption worldwide.

###

Transparency International (TI) Suisse est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. TI Suisse combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. TI Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. www.transparency.ch